

Accusé de réception en préfecture
030-213001894-20110519-2011_05_0434-AR
Date de signature : -
Date de réception : 30/05/2011

Service CONSEIL MUNICIPAL REGLEMENTATION

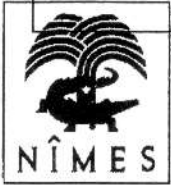
Date d'affichage : **30 MAI 2011**

Date de notification :

Date de publication :

ACTE RENDU EXECUTOIRE

République Française



Thématique	Année	Mois	N°
A-G	2011	05	0434

ARRETE MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : REGLEMENTATION JPF/SV	OBJET : FERIA DE PENTECÔTE DU 08 AU 13 JUIN 2011 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE NUISANCES SONORES
--	---

Le MAIRE de la VILLE DE NIMES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2211-1 et L 2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux du maire en matière de police,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.571-1 à L.571-26 relatifs à la lutte contre le bruit,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 à R.1334-37 relatifs à la lutte contre le bruit de voisinage ainsi que les articles R.1337-6 à R.1337-10 relatifs aux peines encourues, en cas d'infraction à la réglementation en matière de lutte contre le bruit,

VU l'arrêté préfectoral n°2008-193-7 et notamment son article 10 autorisant le maire à prendre des arrêtés complémentaires en matière de lutte contre le bruit, son article 3.1 relatif à l'utilisation de dispositifs de diffusion sonores sur la voie publique, ainsi que son article 6.8 relatifs aux établissements diffusant de la musique amplifiée,

VU l'arrêté municipal n°2011_05_0433 en date du 19 mai 2011 et notamment l'article 1 portant réglementation des horaires de fonctionnement des débits de boissons permanents et temporaires, des kiosques, des commerces de vins et spiritueux, des épiceries de nuit ainsi que des bodegas autorisées par la Ville,

CONSIDERANT que par tradition, la Féria de Nîmes s'accompagne notamment de nombreuses activités musicales,

CONSIDERANT que ces activités ne doivent pas donner lieu à des excès et qu'il convient de les réglementer,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Durant la période de la Féria de Pentecôte, à savoir **du mercredi 08 au lundi 13 juin 2011** en vue de limiter les nuisances sonores, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

«tous les établissements disposant d'une sonorisation installée et diffusant à l'intérieur de l'établissement, sont tenus de limiter à **85dBA** les niveaux d'émissions sonores. Cette valeur de 85 dBA est exprimée en valeur instantanée, mesurée à partir du domaine public au plus près de la source d'émission. Les enceintes ne doivent pas être tournées vers le domaine public».

ARTICLE 2 : En application des dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°2008-193-7 du 11 juillet 2008, seuls les établissements sédentaires de débits de boissons et de restauration ayant leur activité permanente à leur emplacement habituel, seront autorisés à installer une sonorisation extérieure sur leur terrasse habituelle (extension non comprise). Les sonorisations installées sur le domaine public ne devront pas avoir une puissance supérieure à 85 dBA. Les enceintes seront orientées vers l'établissement.

Ces sonorisations ne devront fonctionner que dans le cadre des créneaux horaires définis par l'arrêté municipal fixant les horaires de fermetures tardives des cafés, cabarets, kiosques, débits de boissons et débits temporaires (bodegas) autorisés par la Ville.

OBJET : FERIA DE PENTECÔTE DU 08 AU 13 JUIN 2011
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE NUISANCES SONORES

ARTICLE 3 : Toute sonorisation sur le domaine public sera interdite durant la Pégoulade le jeudi 09 Juin de 21h30 à 23h30 sur les secteurs boulevard de Prague – boulevard de la Libération – boulevard Amiral Courbet – boulevard Gambetta – boulevard Alphonse Daudet – boulevard Victor Hugo – boulevard des Arènes – parvis des Arènes.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnés par des peines d'amendes telles que prévues aux articles R.1337-6 et R.1337-9 du Code de la Santé Publique : contravention de 5^{ème} classe, confiscation de la chose ayants servi à commettre l'infraction, suspension d'activité.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Central, la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nîmes le, 19 mai 2011

Le Maire de Nîmes,

Jean-Paul FOURNIER



VOIES DE RECOURS ET DELAIS

L'intéressé qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification et/ou de l'affichage du présent arrêté. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois l'absence de réponse du Maire vaut rejet implicite).